

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 14 octobre 2012

N° 386

PRIX : 0,60 Euro



AFRIQUE DU SUD

VIVE

LA LUTTE DES MINEURS !

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Afrique du Sud : Vive la lutte des mineurs

Page 3

Mali : un pas de plus vers la guerre

Sénégal : Une rentrée scolaire plus problématique pour...

Page 5

Côte d'Ivoire : Devenir préfet ou taulard ...

Page 6

Tchad : Non à la répression des dirigeants syndicalistes

Page 8

Hollande et la françafrique

Page 10

Les spéculateurs capitalistes s'apprêtent à nouveau à créer une situation de famine ...

ABONNEMENT

FRANCE :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

AFRIQUE DU SUD

VIVE LA LUTTE DES MINEURS !

Depuis deux mois les grèves se multiplient dans le secteur minier en Afrique du Sud. Cela a commencé au début du mois d'août dans les mines de platine Lonmin de Marikana. Devant la détermination des 28 000 mineurs, les forces de répressions ont massacré 34 grévistes. Les grévistes de Marikana réclamaient une augmentation de salaires de 200%. Devant l'ampleur du mouvement la direction a dû céder une augmentation de 10 à 20% suivant les catégories.

Les travailleurs d'Amplats à Rustenberg, numéro un du platine, se sont mis dans le mouvement de grève. Ils réclament aussi une augmentation de salaires. Le patronat a attaqué en licenciant 12 000 mineurs sur un effectif de 28 000. La protestation a repris de plus belle. Et ils n'écoutent plus leur syndicat qui voulait faire reprendre le travail. Il y a eu affrontement avec la police et un mineur a été tué. Pour l'instant il n'y a pas eu d'accord entre les mineurs et le patronat. Et en ce début d'octobre d'autres mines de chrome, d'or, de charbon, de fer et de diamant ont été aussi entraînées dans le mouvement. D'après la Chambre patronale des mines, 24 compagnies étaient paralysées par la grève. Pour l'instant, les mineurs ne sont pas prêts de se laisser intimider et reprendre le travail.

Tout dernièrement, ce sont les routiers qui se sont mis dans le mouvement. Eux aussi ils réclament des augmentations de salaires. Leur action a touché rapidement la vie économique du pays. L'essence n'était plus distribuée, les distributeurs de billets étaient vides. En plus, les grévistes ont contrôlé efficacement leur mouvement au point que tous les camions étaient en arrêt. Le patronat a, ici aussi, cédé une augmentation de salaire de 10%. Les routiers ont repris le travail le 12 octobre, la tête haute.

Au cours de ces grèves la classe ouvrière a su franchir en grande partie les obstacles qui se sont dressés contre son mouvement de grève. En particulier éviter le jeu des organisations syndicales officielles qui tentaient de casser le mouvement de grève. Lorsque des délégués tentaient d'aller à l'encontre des intérêts des ouvriers ceux-ci les ont destitués pour les remplacer par d'autres qui tiennent compte des décisions des travailleurs.

La classe ouvrière sud africaine est la plus importante du continent. On voit qu'il y a un nombre important de travailleurs qui sont décidés à défendre leurs intérêts quitte à risquer leur vie. C'est quelque chose de déterminant pour l'avenir dans ce pays où l'industrie est relativement moderne avec une classe ouvrière qui capitalise des traditions de lutte collective radicale.

MALI

UN PAS DE PLUS VERS LA GUERRE



Manifestation en faveur de la guerre, à Bamako le 11 octobre 2012

A l'initiative de la France et des pays de la CEDEAO (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) une résolution vient d'être votée à l'ONU en vue de préparer une intervention armée contre les groupes islamistes et les forces du MNLA qui tiennent le nord du Mali. Cette résolution donne 45 jours au Mali et à la Cédéao pour "présenter un plan précis, et peaufiner les

aspects techniques et militaires". Ce délai accompagné de quelques "exigences", ne semble pas plaire aux dirigeants maliens, plus particulièrement à ceux qui parmi eux et dans les casernes, voudraient une intervention immédiate et sans condition pour "libérer le Nord".

Le 11 octobre dernier, plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Bamako pour réclamer une intervention militaire ouest-africaine appuyée par l'ONU. Visiblement, cette manifestation (qui n'est pas la première du genre) a été téléguidée par le pouvoir en place qui a saisi la perte du contrôle de la région Nord pour entonner un discours ultra nationaliste. Cela lui permet de faire oublier le reste, à savoir: la corruption et les détournements de fonds qui règnent au sommet de l'Etat, les bas salaires, les blocages des salaires dont sont victimes les petits employés de la fonction publique, la hausse des prix des denrées de première nécessité, la détérioration des services publics et du transport entre les villes et les régions, etc.

Nous reproduisons ci-dessous un article extrait du TABALLÉ (daté du 25 septembre 2012), un bulletin que nous distribuons dans quelques foyers de travailleurs immigrés d'Afrique noire de la région parisienne.

PAS DE SOUTIEN À LA POLITIQUE GUERRIÈRE DU POUVOIR !

Après avoir tourné autour du pot durant quelques semaines, le gouvernement malien a fini par demander officiellement l'aide militaire, en matériel et en hommes à la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), et à l'ONU. Les dirigeants français se disent prêts à appuyer une intervention armée dans le nord malien sans toutefois vouloir être "en première ligne". Des engins de mort et des commandos de "forces spéciales" sont déjà sur pied de guerre.

Du côté des dirigeants maliens, on a commencé depuis le début du conflit dans le Nord, à entonner les discours nationalistes. On parle de "frontières sacrées", de "l'intégrité du

territoire national" auquel on ne pourrait soustraire un seul centimètre carré, etc. On parle aussi de plus en plus de faire "l'union nationale" autour de la politique de l'actuel gouvernement.

Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre les frontières que les colonialistes ont tracées en Afrique pour diviser les peuples. Ils n'ont aucun intérêt à se mettre à la remorque des voleurs et des dictateurs qui sont au pouvoir. S'ils acceptent de cautionner la politique nationaliste et militariste des dirigeants actuels, eux et leurs familles seront les premiers à en souffrir. Car ce sont toujours les populations pauvres qui payent d'une manière ou d'une autre les frais de la guerre.

SÉNÉGAL

**UNE RENTRÉE SCOLAIRE PLUS QUE
PROBLÉMATIQUE POUR LES FAMILLES PAUVRES**

Le 4 Octobre, c'était la date officielle de rentrée scolaire au Sénégal mais certaines écoles de la banlieue de Dakar n'étaient pas en mesure d'accueillir les élèves car elles étaient encore occupées par quelques familles de victimes des inondations du mois d'août dernier. Ces inondations, rappelons-le, avaient causé la mort de plus de 40 personnes et fait plusieurs dizaines de milliers de sinistrés, essentiellement dans les quartiers populaires. Dans la capitale, mais aussi dans les grandes villes comme Saint Louis, Touba et Mbour, des quartiers entiers ont été inondés, des maisons effondrées et de nombreux habitants emportés par les flots.



Un des quartiers inondés de Dakar durant le mois d'août

Devant l'incurie des autorités et leur incapacité à venir en aide aux sinistrés, les victimes ont été livrées à elles-mêmes. C'est en grande partie, grâce à la solidarité des habitants qu'une tragédie encore plus grande a pu être évitée. Des milliers de familles ayant tout perdu, ont trouvé refuge chez leurs voisins ou leurs proches qui ont eu la chance d'être épargnés par les inondations. D'autres se sont réfugiés dans les écoles. Heureusement que c'était la période des vacances scolaires.

En évoquant la "catastrophe naturelle", le gouvernement a surtout cherché à se dédouaner. Car s'il est tout à fait normal que la pluie tombe parfois en grande quantité pendant la saison de l'hivernage, il n'est pas normal que cela se traduise par une catastrophe pour les populations des quartiers pauvres. Il n'y aurait pas eu autant

de morts et autant de sinistrés si les autorités publiques et les gouvernements qui se sont succédé dans ce pays s'étaient souciés des infrastructures nécessaires à l'évacuation des eaux de pluies dans les quartiers populaires. Or dans la plupart des quartiers pauvres, il n'y a ni plan d'urbanisation ni canalisation. Cette catastrophe est tout sauf naturelle.

Le gouvernement avait promis des aides d'urgence et des solutions de relogement à tous ceux qui avaient perdu leurs maisons. Mais jusqu'en ce début d'octobre, plusieurs centaines de familles n'avaient d'autres toits que ceux des écoles. Pressé de s'en débarrasser en vue de la rentrée scolaire, le gouvernement a donné une somme de 100 000 francs à chacune des familles pour quitter l'enceinte de l'école. Ne voulant pas perturber la rentrée scolaire, les familles ont accepté de libérer les écoles mais elles savent bien qu'avec cette petite somme, elles pourront à peine payer quelques mois de loyer.

Et pendant que les familles pauvres essaient de survivre après ces dures épreuves, le gouvernement les enfonce encore plus dans la misère en annonçant que les frais d'inscriptions scolaires dans les écoles publiques passent cette année, de 4000 à 10.000 francs. Une des conséquences immédiates de cette décision est le fait que de nombreux enfants de familles pauvres n'ont pas pu retrouver les bancs alors que le programme scolaire a déjà démarré. D'autres ne pourront tout simplement plus aller à l'école car leurs parents sont trop pauvres pour supporter des frais supplémentaires alors qu'ils n'ont déjà plus les moyens de nourrir leurs familles.

Il est fort à craindre aussi que la toute récente augmentation du prix des carburants se traduise par un renchérissement du transport et, par voie de conséquence, celui des denrées alimentaires. Tout cela n'empêche pas les ministres de défiler devant les micros et les caméras pour déclarer sans gêne que la seule chose qui les préoccupe, c'est le bien-être de la population.

CÔTE D'IVOIRE

*Nous reproduisons ci-dessous trois articles du journal
« Le Pouvoir Aux Travailleurs » n° 185 édité en Côte d'Ivoire*

**DEVENIR PREFET OU TAULARD
ÇA DÉPEND DU CAMP QU'ON A CHOISI !**

Tuo Fozié, Coulibaly Ousmane dit Ben Laden et Messambé Koné, ont été tous trois nommés, respectivement, préfet de Bondoukou, San Pédro et Guiglo. Leur Curriculum Vitae (CV) est le suivant : ex-Fds (caporaux ou sergents) ; ex-auteurs du coup d'Etat de 1999 ; ex-Forces-nouvelles ; ex-chef de guerre ; ex-tombéur de Gbagbo ; ex-commandant de la « *lutte contre le racket* » sous Ouattara (pour l'un d'entre eux) ; ex-commandant de la zone de

Yopougon, pour un autre, etc

Autant dire par exemple que le Général Dogbo Blé, et autres sergents chefs Jean Noël Lagaud, Lobé, Gustave Didier, Yapi Yavo, auraient pu bénéficier de la même ascension. Hélas pour eux, ils ont mal choisi leur camp. Ils viennent d'écoper 15 ans de prison pour l'« *assassinat* » du colonel major Dosso Adama. Au lieu d'être propulsés préfets ou ministres, ils sont en taule!

**UNE RIDICULE HISTOIRE
DE SORCELLERIE**

Le 9 octobre dernier, certains journaux ont fait cas d'une prétendue confrérie de 63 « sorciers » qui aurait été démantelée dans le village de Bohico (sous-préfecture de Fresco). Cette confrérie compterait des fillettes, des jeunes gens, des femmes et des vieillards. Le chef serait un vieux de 98 ans et cette confrérie aurait fait plus d'une centaine de victimes. C'est un soi-disant prophète qui, lors d'une croisade, aurait démasqué ces « sorciers ». Toute cette histoire prêterait à rire s'il n'y avait pas des gens pour prendre pour argent comptant ce que racontent ces journaux. Dès lors, la vie de ces prétendus sorciers dans le village devient un calvaire à force d'être traités comme des pestiférés. Ce sont eux les vraies victimes !

Mais l'obscurantisme est tel et les problèmes tellement nombreux et à première vue insurmontables, qu'il devient plus facile

d'accuser des personnes sans défense de tous les maux. Ce qui est par contre criminel c'est que ces journaux sont écrits par des personnes qu'on pourrait qualifier d'intellectuels. Ce sont ceux-là même qui véhiculent ces idées obscurantistes et contribuent à maintenir la majorité de la population dans l'ignorance. Et cela simplement pour vendre leur journal !

Quant à ce pasteur qui aurait démasqué ces « sorciers », on peut aisément imaginer qu'il a payé des journalistes pour faire parler de lui et ses supposés pouvoirs. L'escroquerie, c'est son gagne pain !

On apprend aussi que Bohico est le village du maire de Fresco : c'est tellement plus facile à l'approche des élections de mettre son incapacité sur de pauvres gens qu'on accuse de sorcellerie.

=====

CÔTE D'IVOIRE

FERMETURE DE LA FRONTIÈRE AVEC LE GHANA CE SONT LES PETITES GENS QUI EN ONT FAIT LES FRAIS

Dans la nuit du 20 au 21 septembre dernier, des individus armés ont attaqué le poste frontalier ivoirien de Noé. Suite à cela, le gouvernement ivoirien a officiellement fermé sa frontière avec le Ghana.

La frontière ivoiro-ghanéenne est longue d'environ 600 à 700 km, et il y a mille façons d'entrer en Côte d'Ivoire ailleurs que par les postes frontaliers. Encore plus pour ceux qui ont en vue de perpétrer des attaques. Par contre, il est certain que la fermeture des frontières complique surtout l'existence à des milliers d'usagers qui passent chaque jour par ces endroits. C'est la porte d'entrée et de sortie du

Togo, du Benin et du Nigeria. Mais aussi, dans une certaine mesure du Niger et même du Burkina depuis le début de la crise armée en Côte d'Ivoire. Alors cette fermeture n'a pas pu empêcher le trafic de continuer. Seulement, si les voies d'accès officielles sont coupées, il a repris par des chemins détournés ou clandestins, rallongeant le chemin des usagers ou les mettant à la merci des trafiquants. Il va sans dire que cette situation a aussi renchéri les frais de transport.

En dernier ressort donc, cette fermeture des frontières a plus pesé sur les petites gens.

TCHAD

NON À LA RÉPRESSION CONTRE DES DIRIGEANTS SYNDICALISTES !

Le 18 septembre dernier, trois dirigeants de l'Union des syndicats du Tchad (UST) ont été condamnés chacun à 18 mois de prison avec sursis et une amende d'un million de francs CFA (1540 euros) pour « incitation à la haine » à cause d'une pétition dans laquelle ils dénonçaient la gestion calamiteuse du régime en place à Ndjaména et la corruption de certains dirigeants. Le directeur de publication d'un bihebdomadaire qui a publié des extraits de cette pétition, a été, lui, condamné à 12 mois de prison avec sursis et une amende d'un million de francs CFA pour « diffamation ». Le ridicule ne tue pas : pendant l'audience, un autre membre de l'UST qui a ri lors de la lecture de la sentence, a écopé de trois mois de prison ferme en plus d'une amende de 100.000 francs CFA, pour « outrage à magistrat ».

Dans cette pétition publiée le 1^{er} septembre, l'UST écrit notamment : « *Le projet pétrole de Doba, la raffinerie de Djarmaya, la cimenterie de Baoré, ont été lancés dans l'optique de la réduction de la pauvreté (...). Or, que constate-t-on ? Tous les Tchadiens*

subissent la mort dans l'âme : le népotisme, la mauvaise gestion, l'impunité, la cherté de la vie, la paupérisation sans précédent de la population, bref l'arbitraire du pouvoir Deby. La population vit dans la précarité absolue. Il manque de l'eau potable, de l'électricité, des médicaments, des produits de première nécessité ». Après avoir cité des griefs contre le gouvernement dont des « legs et/ou bradage des entreprises publiques » ; « la spoliation des domaines publics et le déguerpissement de la population au profit du clan au pouvoir » et la « mainmise du clan au pouvoir sur le ciment du Baoré au détriment de la population », l'UST conclut : « De ce qui précède, tout Tchadien soucieux de la situation socio-économique du pays appose sa signature sur cette pétition pour témoigner de son soutien à la lutte des travailleurs afin d'obliger le gouvernement à adopter immédiatement des réformes dans tous les domaines de la gestion de l'Etat ».

Pour le gouvernement cette pétition revendicative est une insulte à son égard. Pour réprimer, Deby s'est servi du système judiciaire

à sa botte afin d'essayer de réduire au silence les travailleurs du secteur public qui font grève depuis 2 mois pour des augmentations de salaire.

Au cours d'une assemblée tenue le 15 septembre, les travailleurs grévistes ont décidé d'observer une trêve d'un mois après que des dignitaires religieux musulmans, catholiques et protestants ont servi de médiateurs entre l'UST et le gouvernement. Mais, avertit l'UST, si le gouvernement maintient les condamnations, elle

risque de répondre par la reprise de la grève.

Les travailleurs ont raison de faire grève car c'est en luttant qu'ils réussiront à arracher quelque chose à ce gouvernement arrogant et méprisant vis-à-vis du monde du travail. Mais ils ont intérêt à ne pas faire confiance aux dignitaires religieux qui, sous l'ordre de Deby, ont servi de médiateurs : ils sont des suppôts du régime. Les chefs religieux, de quelque confession que ce soit, sont en général du côté des riches et des exploités.

INONDATIONS AU TCHAD

CE QUI TUE, C'EST L'INCURIE DES DIRIGEANTS

C'est la première fois depuis 40 à 50 ans que des pluies torrentielles de grande ampleur sont tombées cette année dans tout le pays. Il a plu en abondance pendant trois mois sans discontinuer. Les inondations qui font suite aux débordements des fleuves (Chari, Logone, Barh kô) ont fait des victimes et des dégâts matériels considérables : selon les chiffres officiels il y a eu 61 morts dont 40 par l'épidémie de choléra qui sévit depuis le 3 septembre, 94.211 maisons détruites, 225.720 hectares de culture dévastés et des centaines de têtes de bétail emportées par les eaux. Des sinistrés fuient leurs habitations détruites ou inondées pour se réfugier dans des endroits secs : écoles, centres de soins, églises, terrains de foot, bords des routes, etc.

Devant cette catastrophe, les autorités ont d'abord tardé à intervenir, laissant les sinistrés à leur sort puis elles se sont réveillées : Deby a fait débloquer plus d'un milliard de francs CFA (1.500.000 euros) pour venir au secours des victimes. De l'avis même de l'un de ses administrés, le maire de Ndjaména, c'est « un coup d'épée dans l'eau ». Quant à l'épouse de Déby, elle a pris la tête d'une opération nommée « coup de cœur » pour collecter des fonds. Pour montrer l'exemple, elle a offert aux sinistrés de Ndjaména 1000 nattes et 500 couvertures ; la Chine a fait un don de 51 millions de francs CFA à l'Etat.

Ce qui est certain, c'est que les sinistrés n'en verront pas la couleur. Le milliard de francs à peine débloqué, s'est volatilisé. Comme ce vol s'est passé dans la famille et le clan de Deby, il n'y aura certainement pas de poursuites.

Ce qui a tué et continue de tuer, c'est l'incurie de nos dirigeants ; il y a deux ans, des inondations avaient eu lieu. Ils auraient pu prévoir les suivantes en creusant des caniveaux, en construisant des digues, en faisant des canalisations pour évacuer l'eau, surtout dans les quartiers populaires. Mais rien n'a été fait. Deby ose même reprocher aux gens de construire dans des zones inondables, faisant ainsi allusion à Walia, un quartier populaire de Ndjaména.

Bien sûr, lui, sa famille et son clan n'habitent pas les quartiers pauvres. Ils ont construit leurs villas dans les quartiers chics de



Vue d'une rue inondée à Bongor, une ville du sud du Tchad

la capitale. Ils ne sont donc pas sinistrés et ne le seront jamais.

Les populations déshéritées ne peuvent pas trop compter sur nos dirigeants pour résoudre leurs problèmes tels que les inondations, les coupures d'eau et d'électricité,

la vie chère, etc. Ils sont là pour veiller sur intérêts des capitalistes internationaux tels ceux qui exploitent le pétrole de Doba (sud du Tchad) ainsi que ceux des Tchadiens riches. Pour qu'ils s'occupent des pauvres, il faudrait un coup de colère de la part de la population.

HOLLANDE ET LA FRANÇAIFRIQUE

Avant d'aller à Kinshasa pour participer au 14ème sommet de la francophonie, François Hollande est passé par Dakar où il a prononcé un discours devant l'Assemblée nationale. Prenant ses grands airs, il a déclaré : « *Le temps de la Françafrique est révolu : il y a la France et il y a l'Afrique* ». Il a ajouté que "les officines et les intermédiaires" trouveront "désormais porte close à l'Elysée". Il a rappelé que le ministère de la Coopération avait disparu, remplacé par un ministère du Développement. Il a aussi parlé de son envie de confier "l'aide au développement à des canaux plus directs : la société civile, les ONG "... d'avoir "des relations commerciales plus équitables" avec l'Afrique, etc.



François Hollande à son arrivée devant l'Assemblée nationale sénégalaise, le 12 octobre 2012

Son discours a parait-il été apprécié par l'auditoire, comparé à celui, condescendant et paternaliste, prononcé cinq années plus tôt dans cette même ville, par Sarkozy. Une députée sénégalaise, interrogée par un journaliste, a

déclaré : « *C'est le discours qu'on attendait !* ».

Les hommes changent à la tête de l'Etat français, les vocabulaires et parfois quelques pratiques deviennent obsolètes (encore que cela reste à démontrer) mais ce qui ne change pas c'est le fait que l'Etat français reste un Etat impérialiste et ses relations avec ses anciennes colonies d'Afrique sont déterminées par les intérêts de la bourgeoisie française.

Celle-ci a d'énormes intérêts en Afrique et ce, dans de nombreux domaines : extraction de matières premières, industrie, agro-industrie, commerce, transports, électricité, téléphonie, etc. François Hollande a beau dire qu'il est "socialiste", il est avant tout le représentant et le garant des intérêts de la bourgeoisie française. Il n'est pas le premier "socialiste" à occuper cette place. Tous ses prédécesseurs ont largement démontré leur servilité envers la bourgeoisie.

Si l'impérialisme français maintient jusqu'ici plusieurs bases militaires directement implantées en Afrique (sans compter sa capacité d'agir militairement en direction de l'Afrique à partir de ses bases en France et sur l'île de la Réunion) ce n'est pas pour le décor ni pour faire du "commerce équitable" ou du "développement durable" mais pour défendre en cas de besoin, les intérêts des hommes comme Bouygues ou Bolloré qui font d'énormes profits en Afrique.

Alors, Hollande peut toujours dire qu'il ne veut pas faire comme Sarkozy (tout comme ce dernier, lorsqu'il prit le pouvoir, avait déclaré qu'il voulait rompre avec les pratiques du chiraquisme) mais sur l'essentiel, c'est la continuité.

LE FRANC CFA, VESTIGE DE LA COLONISATION FRANÇAISE

Le 5 octobre dernier, les représentants des 15 pays membres de la "zone CFA" se sont réunis à Paris autour du ministre français de l'Economie et des Finances pour célébrer le 40ème anniversaire des "accords de coopération monétaire" entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique noire.

Créé au temps de la colonisation (26 décembre 1945), le franc CFA signifiait alors « franc des colonies françaises d'Afrique ». En 1958, il devient « franc de la communauté française d'Afrique » puis en 1972 franc de la "Communauté financière africaine". Il s'agit donc du 40ème anniversaire du dernier avatar du CFA et non de son origine qui date de près de 70 ans.



Des billets de francs CFA

Comme du temps de la colonie et du protectorat, c'est la Banque de France qui garantit la convertibilité de cette monnaie. Aucun Etat de la zone franc n'a le droit de l'émettre. Seul le Trésor public français en a la possibilité. Pour bénéficier de cette "protection" les Etats membres doivent déposer sur les comptes du Trésor français la moitié de leurs réserves de change.

Ainsi donc, même si le franc CFA a changé de nom tout au long de son histoire et qu'on ne parle plus de colonie mais plutôt de la "coopération financière" de surcroît non plus "française" mais "africaine", le fond de la

question reste le même : c'est le prolongement de la domination coloniale.

Certains pays en sont sortis définitivement. C'est le cas de la Guinée (Conakry) dès 1958, suite au "non" de Sékou Touré lors du référendum proposé par De Gaulle. C'est aussi le cas de la Mauritanie en 1972, puis de Madagascar en 1973. Le Mali en 1962 sous Modibo Keita, en est sorti pour le réintégrer en 1984 sous Moussa Traoré. D'autres, tout en n' étant pas d'anciennes colonies françaises, y ont adhéré bien après leur indépendance. C'est le cas de la Guinée équatoriale en 1985 et de la Guinée-Bissau en 1997.

Au sein des intellectuels nationalistes africains, des voix s'élèvent pour dire que les pays de la zone franc devraient en sortir une fois pour toute afin de recouvrer leur "souveraineté monétaire". Ils citent comme exemples à suivre, le Nigéria et le Ghana qui peuvent émettre leur monnaie en fonction de leurs besoins sans en référer à une puissance tutélaire. Leurs détracteurs, partisans du maintien de la zone franc, disent que ce serait suicidaire car c'est grâce à la garantie offerte par la Banque de France et à la "convertibilité illimitée" de leur monnaie que ces Etats "échappent à l'instabilité monétaire" et sont avantagés dans les importations de marchandises du fait de leur "monnaie forte".

Ce débat entre "souverainistes" et partisans de la "monnaie forte" ne concerne qu'un petit cercle restreint d'économistes bourgeois qui sont d'accord sur le fond : à savoir qu'il faut rester dans le cadre de l'économie capitaliste. Mais pour un ouvrier qui perçoit un salaire de misère, ou pour un petit paysan qui survit en vendant les récoltes de son champs, ce qui est important ce n'est pas le fait qu'il soit payé en Naira ou en Francs CFA ou tout autres monnaies. Ce qui compte pour lui c'est qu'il puisse vivre décemment et nourrir sa famille par son travail.

Faire croire que les intérêts des travailleurs et des petits paysans sont les mêmes que ceux

des Etats et des gouvernements qui les oppriment, est une tromperie. La question qui se pose n'est pas celle de rester ou de sortir de la

zone Franc mais celle d'en finir ou pas avec système capitaliste, source d'exploitation et de misère.

LES SPÉCULATEURS CAPITALISTES S'APPRÊTENT À NOUVEAU À CRÉER UNE SITUATION DE FAMINE EN AFRIQUE

Trois agences de l'ONU chargées des questions alimentaires : la FAO, le Fida et le PAM, viennent de lancer un pressant appel « pour une intervention rapide et coordonnée à l'échelle internationale » afin d'empêcher la répétition de la crise alimentaire de 2007-2008 et les émeutes de la faim qui en ont résulté, en Afrique et ailleurs. Dans un récent communiqué commun, les dirigeants de ces institutions implorant les grandes puissances d' « agir sans délai pour éviter que ces chocs des prix n'aboutissent à une catastrophe affligeant des dizaines de millions de personnes au cours des prochains mois ».



Un grossiste en céréales dans un marché de Ouagadougou (Burkina Faso)

Cet appel risque d'être un vœu pieux. D'autres appels du même genre dans le passé ont rarement été suivis d'effet à part d'alimenter les beaux discours des grands de ce monde lors de leurs réunions du G20.

Cette situation résulte en grande partie de la spéculation à laquelle se livrent les possesseurs de capitaux. Il a suffi que certains Etats américains gros producteurs de maïs ou de soja aient annoncé une baisse de leur récolte consécutivement à une année de faible pluviométrie et que la Russie et l'Ukraine

prévoient une production de blé en recul cette année, pour que les spéculateurs se jettent sur ces denrées pour les revendre plus cher. Le résultat est que des millions de gens de situation modeste risquent de basculer de la sous alimentation vers la famine. Cela importe peu à ces rapaces du moment qu'ils peuvent s'enrichir encore plus. Pour eux, la nourriture des gens n'est qu'un « actif financier » parmi d'autres.

La spéculation capitaliste n'est cependant pas la seule cause du développement de la famine. Il y a aussi le phénomène d'accaparement des terres qui depuis quelques années atteint des proportions fulgurantes dans les pays pauvres. Selon l'ONG Oxfam, une superficie égale à celle de Paris est vendue à des investisseurs étrangers toutes les dix heures. Ainsi, au Liberia par exemple, 30% du territoire national aurait fait l'objet de transactions foncières en seulement cinq ans. Les petits paysans qui vivaient sur ces terres ainsi que les villageois qui vivaient des ressources forestières, en ont été dépossédés de gré ou de force avec la complicité des dirigeants corrompus qui eux ont certainement trouvé leur compte dans le bradage. Mais il n'y a pas que le Liberia qui est l'objet de telles transactions. De nombreux pays pauvres d'Afrique, d'Océanie ou d'Asie (tel que le Cambodge) constituent la proie pour des possesseurs de capitaux. Ces terres, soustraites à la petite production vivrière traditionnelle, sont consacrées à des productions destinées au marché mondial, c'est-à-dire à ceux qui ont de l'argent pour les acheter. Elles peuvent être alimentaires ou non alimentaires, tels que les agro carburants comme le soja, la canne à sucre pour l'éthanol, l'huile de palme ou le jatropha.

Que l'Afrique produise des biens, agricoles, industriels ou miniers, pour le marché mondial est une réalité qui ne date pas d'aujourd'hui. De gré ou de force depuis l'avènement du colonialisme, les travailleurs

d'Afrique prennent part à la division internationale du travail et cela malgré les conditions d'exploitation féroces imposées par les capitalistes.

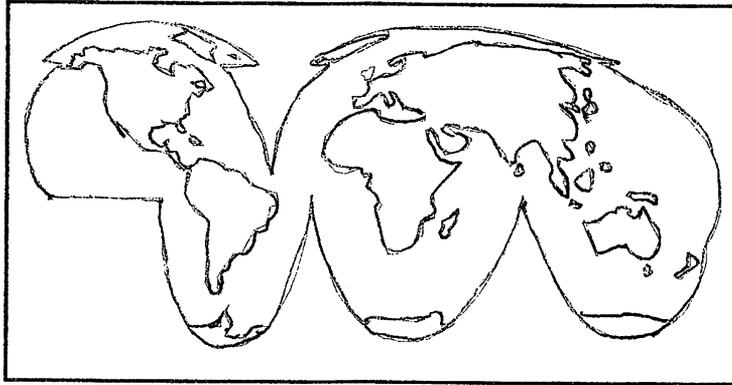
La domination de la bourgeoisie capitaliste sur l'économie est une catastrophe pour l'humanité. Ce système injuste est malade et secoué par des crises graves comme actuellement.

Selon un rapport officiel de l'ONU, 868 millions de personnes ont souffert de sous-alimentation chronique entre 2010 et 2012 alors que, selon les experts, il suffirait d'un peu

d'organisation collective et d'engrais pour produire suffisamment, de silos pour stocker, de routes et de camions pour faire circuler les céréales. L'Afrique pourrait alors non seulement se nourrir, mais nourrir le monde.

Au lieu de cela, chaque année, le continent africain doit importer des dizaines de millions de tonnes de denrées alimentaires, payées au prix fort, du fait de la spéculation sur ces matières.

Un système dans lequel la famine de millions d'êtres humains fait la fortune d'une poignée de capitalistes, spéculateurs ou pas, est un système méprisable. Il est impératif de le changer.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.